

Islam et citoyenneté

Le cas des chrétiens au Moyen-Orient

● ● ● **Marcel A. Boisard**, Genève

Ancien sous-secrétaire général de l'ONU
et directeur exécutif de l'UNITAR¹

On ne peut saisir les enjeux que représentent les révoltes arabes pour les communautés chrétiennes du Moyen-Orient, sans réfléchir au concept de citoyenneté des États-nations et à celui de communauté des croyants porté par la Charia. L'histoire des derniers siècles a fait coexister dans la région les deux visions, plus ou moins heureusement.

Le christianisme est profondément ancré au Moyen-Orient. Non seulement il y est né, mais il s'y est développé dans une débauche de spéculations intellectuelles, de disputes dogmatiques, de ruptures et d'alliances. Grossièrement, on peut à l'heure actuelle considérer géographiquement deux groupes distincts. Tout d'abord, les coptes orthodoxes d'Égypte, qui se séparèrent de l'Eglise universelle au milieu du V^e siècle (Concile de Chalcedoine, 451) et établirent une Eglise autocéphale, expression également d'une marque d'appartenance et d'indépendance. Le schisme portait sur la nature du Christ, unique et divine, ou double mais consubstantielle (« de même nature que le Père... »). Ce fut la dispute entre monophysites et duophysites, dont on a perdu le sens.²

Le nombre actuel des coptes orthodoxes fait débat. D'après eux, ils représenteraient 17 % de la population de l'Égypte, mais moins de 5 % selon le gouvernement. La réalité doit se situer aux environs de 10 millions. Schématiquement, ils sont paysans, surtout en Haute-Égypte, et membres de la petite bourgeoisie urbaine, actifs dans le secteur privé.

L'autre région géographique est le Levant, en particulier le Liban et la Syrie, où les chrétiens se répartissent en de

nombreuses communautés nées du débat théologique et de l'affrontement entre Rome et Byzance. Les dénominations principales sont les maronites et les melkites, membres des Eglises orientales catholiques, et les grecs orthodoxes (par opposition à la communauté grecque immigrée que l'on appelait en Égypte les « hellènes orthodoxes ») qui sont des arabes.

Leur nombre total est difficile à préciser. Il se situerait, selon les statistiques les plus crédibles mais déjà anciennes, aux environs de sept millions, toutes dénominations confondues, compte non tenu d'importantes diasporas. Il devrait toutefois s'approcher des cinq millions seulement aujourd'hui, conséquence de la fuite des chrétiens d'Irak, de Palestine et de Syrie, ainsi que de l'émigration traditionnelle. Ils constituent globalement une bourgeoisie commerçante, industrielle et intellectuelle.

- 1 • Auteur de divers livres et articles sur le monde arabo-musulman et la diplomatie multilatérale. Il a été délégué du CICR dans plusieurs pays. Voir en particulier *Le monde arabe aujourd'hui*, sur www.choisir.ch, mis en ligne le 3 mai 2011. (n.d.l.r.)
- 2 • Les coptes aujourd'hui ne se disent plus monophysites et leur patriarche Chenouda III a même signé avec Paul VI un Credo commun. (n.d.l.r.)

Hormis les Arméniens orthodoxes, les chrétiens du Moyen-Orient sont les descendants des populations originelles installées dans cette région avant l'avènement de l'Islam. Ils se sont arabisés sans s'islamiser. Ils partagent tous une remarquable ferveur religieuse.

Historiquement, ils ont joué un rôle important. Il suffit de citer leur participation, dans le deuxième quart du IX^e siècle, à l'œuvre grandiose de traduction des philosophes et scientifiques grecs lors de l'élaboration de la culture arabo-musulmane.

À l'époque contemporaine, on peut mentionner, entre autres, leur contribution au réveil arabe. Dans le dernier tiers du XIX^e siècle, le réformateur Mohammed Abdou, à la suite d'Al Afghani, développait en Egypte la lutte de libération anticoloniale par une réinterprétation de l'Islam. Simultanément, en Syrie et au Liban, des intellectuels chrétiens stimulaient cette Renaissance en s'inspirant des idées politiques et sociales occidentales. Ils posèrent les prémices d'une réforme, s'appuyant sur un système éducatif rénové et une idéologie nationaliste. Un autre groupe syro-libanais participa à ce renouveau de la pensée, en créant à Alexandrie, en 1875, le journal *Al-Ahram*, qui est resté le quotidien de référence dans la région jusqu'à nos jours.

La protection

On entend souvent dire que, selon la Charia, les chrétiens (et les juifs) sont des « citoyens de second ordre ». C'est un anachronisme. Ils ne sont pas « citoyens » du tout, dans l'acception occidentale moderne ! La relation insécable entre le spirituel et le temporel en

Islam et l'emprise holistique de la religion sur la société compliquent l'analyse d'une construction spécifique. Un retour à l'histoire et aux fondements doctrinaux peut aider.

Au cours de leur expansion géographique, les musulmans eurent à gérer le sort des populations passées sous leur contrôle. Les païens n'avaient pas le choix : se convertir ou combattre. Pour les monothéistes désireux de conserver leur foi, un système de « pro-

politique

Fresque murale, église copte Saint-Marc, Abbassya (Le Caire)



tection », particulier et généreux pour l'époque, fut élaboré. Il fut ultérieurement étendu aux zoroastriens et aux hindouistes, eux aussi considérés comme des « Gens du Livre » lorsque les frontières de l'Empire ottoman atteignirent la Perse puis le sous-continent indien.

En substance, le lien entre l'individu et le groupe dans l'Islam n'est pas juridique, comme dans l'Etat-nation moderne, mais strictement religieux. Celui qui n'a pas accepté la conversion s'exclut de lui-même, mais il est mis au bénéfice d'un autre ordre normatif, la « protection ». Très schématiquement, les protégés vivent sur le territoire de l'Islam, qui leur offre la sécurité et leur garantit la liberté de culte. En contrepartie, ils ne doivent rien entreprendre qui menacerait la communauté musulmane et les hommes adultes doivent payer une taxe, étant dispensés de servir dans les armées.

Cette taxe représentait ainsi sous l'Empire ottoman une forme de compensation qui n'avait rien de discriminatoire. Les minorités religieuses étaient régies par leurs propres lois et administrées par les évêques ou les rabbins.

Dénaturation

Ce système, codifié au X^e siècle, a duré, avec de très profondes variantes, jusqu'à la fin de l'Empire ottoman, au sortir de la Première Guerre mondiale. Il en reste même des séquelles dans le statut personnel de nos jours. En Egypte, par exemple, conformément au droit canonique de leur communauté, les catholiques ne sont pas autorisés à divorcer, contrairement aux orthodoxes.

Au cours des siècles, ce cadre a très fortement dégénéré pour plusieurs raisons. Le prétexte de menace a servi à justifier certaines discriminations parfois dégradantes. La taxe compensatoire, en constante augmentation, devint un tel fardeau qu'elle fut assimilée à un instrument de conversion forcée, pourtant explicitement interdite par le Coran.

Les nombreuses scissions à l'intérieur de la chrétienté orientale multiplièrent les « nations » protégées et diminuèrent d'autant l'autorité de leur clergé. Elles entretenaient les unes avec les autres des relations si tendues que la clef du Saint-Sépulcre dut être confiée à un musulman !

Enfin, l'impérialisme européen, en particulier français, profita du système pour s'immiscer dans les affaires ottomanes. Dès le XVI^e siècle, François I^{er} passa avec le Khalife des traités dits « capitulations », qui allaient durer jusqu'au milieu du XX^e siècle. Initialement, il s'agissait d'accorder certains privilèges aux marchands. Ils furent étendus aux pèlerins, puis aux ordres religieux catholiques et enfin aux chrétiens autochtones. La Russie tsariste revendiquait de son côté les mêmes avantages pour la protection des orthodoxes.

Le système atteint son paroxysme avec l'instauration en Egypte de tribunaux mixtes. La juridiction égyptienne cessait d'être compétente pour juger tout cas dans lequel un étranger serait partie. La bourgeoisie juive et chrétienne locale (généralement à l'exception des coptes orthodoxes) chercha, par diverses astuces, à obtenir la nationalité qui la mettrait au bénéfice de la meilleure protection accordée aux non-musulmans. Les capitulations furent maintenues jusqu'au Traité de Lausanne (1928) et les tribunaux mixtes ne furent formellement supprimés qu'en 1949.

En d'autres termes, la belle fabrique de protection des minorités instituée par la Charia fut totalement dénaturée. Ce fut d'abord le fait des autorités elles-mêmes, qui abusèrent de l'impôt compensatoire et introduisirent, en fonction des époques, des dispositions vexatoires. L'esprit du système fut ensuite violé par l'intervention des puissances européennes dans les affaires intérieures de l'Empire ottoman, surtout dans sa phase de dégénérescence.

Avec la fin du Khalifat et la décolonisation des populations musulmanes, des Etats-nations apparurent, dans lesquels le lien reliant le citoyen à l'Etat est censé revêtir un caractère juridique et non plus religieux. Toutefois, le souvenir du système de protection reste dans la mémoire des communautés chrétiennes contemporaines comme un signe d'asservissement et, pour les musulmans, comme un outil d'interférence étrangère potentielle.

Islam politique

Les révoltes qui secouent le monde arabe aujourd'hui ont été trop rapidement qualifiées de démocratiques. Elles sont surtout libertaires, identitaires et socio-économiques. Le retour d'un Islam politique était inévitable, mais s'avère plus marqué qu'attendu. Les coptes orthodoxes d'Egypte ont participé aux manifestations de la Place Tahrir contre Moubarak. Une de leurs rares manifestations ultérieures de revendication autonome a été réprimée dans le sang. L'expérience est douloureuse.

Pour les chrétiens de Syrie, la peur domine. Ils ne constituent pas un groupe national homogène comme les coptes. Ils sont divisés en de nombreuses dénominations, dans un pays

constitué d'une mosaïque de communautés minoritaires. Ils ont assisté à l'exode des chrétiens d'Irak, qui ont transité ou se sont installés chez eux depuis l'intervention occidentale. Aussi la tentation de soutenir la dictature imposée par une autre minorité est-elle grande. Mais il ne faudrait pas qu'ils apparaissent comme les suppôts d'un tyran sanguinaire, au risque de mettre encore plus en danger leur avenir dans la région. Leur crainte est cependant compréhensible, légitime même, si l'on considère les enlèvements et les assassinats qui endeuillent ces derniers jours les communautés, dans une guerre sectaire qui ne les a pas touchés.

L'Islam politique est donc de retour dans la région. Il faut en accepter l'augure. L'avoir combattu lorsqu'il a gagné les élections législatives, a entraîné en Algérie, en 1991, plus de 100 000 morts et a conduit en Cisjordanie et à Gaza (élections de 2006) à un durcissement de la politique palestinienne par la mise au ban du Hamas. Ces événements font planer de sérieux doutes quant à la sincérité de l'Occident prêchant la démocratie !

La Charia est déjà appliquée dans certains pays du Moyen-Orient, mais verra sans doute son rôle s'accroître. Les résultats d'élections récentes montrent trois grands courants de pensée : les réformistes pragmatiques, les traditionalistes intransigeants (« salafistes ») et les modernistes, nommés libéraux ou parfois laïcs. Pourtant, l'unique mouvement politique arabe laïque, *Baath*, dont le théoricien principal fut un syro-libanais grec orthodoxe, Michel Aflak, fut confisqué et dénaturé par des juntes militaires autocratiques. Il a disparu en Irak après l'invasion américaine et vit ses derniers jours en Syrie.

L'interrogation et le souci pour le moyen terme portent sur la répartition

politique

des forces entre les trois tendances et, conséquemment, sur la manière dont les chrétiens seront intégrés dans le nouveau paysage. En Egypte, il faudra aussi tenir compte de la position des militaires. Les perspectives ne sont donc pas claires.

La « Déclaration universelle islamique des droits de l'homme », promulguée en septembre 1981 par une influente ONG, le Conseil islamique pour l'Europe, apparemment financée par l'Arabie Saoudite et le Qatar, stipule dans son article 10b : « Dans un pays musulman, les minorités religieuses doivent avoir le choix, pour la conduite de leurs affaires civiles et personnelles, entre la Loi islamique et leurs propres lois. »

En 1990, l'Organisation de la Conférence islamique, organisation intergouvernementale de 57 membres, a édicté une « Déclaration du Caire sur les droits de l'homme en Islam ». Aucune référence n'y est faite à la Déclaration universelle de l'ONU. Il s'agit essentiellement de supprimer de cette dernière les stipulations rejetées par l'Islam, surtout le droit au mariage sans restriction

pour les femmes et la liberté pour les musulmans de changer de religion. L'article 24 dispose : « Tous les droits et libertés énoncés dans cette Déclaration sont soumis aux dispositions de la Charia. » On en déduit que les non-musulmans seraient soumis au système de « protection ».

Cette déclaration est tenue pour une régression. Avec la division du « monde de l'Islam », fictivement homogène, en Etats modernes, les dispositions relatives aux minorités devraient pourtant être caduques.

Des stratégies israéliens prétendent que leur pays ne serait accepté que s'il s'insère dans une région où les communautés chrétiennes auraient créé leur propre entité étatique.

L'Europe, pour sa part, a douloureusement expérimenté à quel point les constitutions d'Etats-nations par élimination des minorités furent sanglantes. Il serait dramatique que, au XXI^e siècle, la question soit réglée au Moyen-Orient par une partition violente. Il est à espérer que la France, protectrice historique des chrétiens d'Orient et partisane la plus activiste des révoltes arabes, y demeure attentive. Car il ne faudrait pas que le *Arab Spring* devienne le *Anti-Christian Spring*, comme le dénonce déjà Newt Gingrich, principal candidat républicain à la présidence des Etats Unis !³

Par-delà les incompréhensions et les heurts qui ont parsemé leur histoire, les Arabes musulmans et chrétiens ont trop échangé et partagé pour que leur coexistence ne dure pas, par l'égalité dans la citoyenneté.

M. B.

Célébration religieuse
copte, Abbassya
(Le Caire)



3 • Le même Newt Gingrich a déclaré le 10 décembre 2011 que les Palestiniens étaient un peuple « inventé », sans existence historique. (n.d.l.r.)